

nable ami qui avait dit, naguère, qu'il allait faire sauter tous les obstacles lui barrant l'accès à tous les marchés du monde. On peut s'imaginer les difficultés qu'a dû surmonter le premier ministre qui devait tout faire sauter. Mais il semble avouer maintenant: Cette histoire de faire sauter les obstacles n'a pas réussi; la seule manière de faire face à la situation n'est pas d'avoir à vendre une certaine quantité de blé, et, dans ce cas, je n'aurai pas à faire sauter un si grand nombre d'obstacles. Il a dit encore: Ne serait-il pas préférable de vendre un seul boisseau de blé à un dollar que d'en vendre deux à 50 cents? Il pensait avoir trouvé un argument irrésistible.

Je me trouvais alors dans la circonscription de Mackenzie,—vous avez sans doute entendu parler de l'élection partielle de Mackenzie, l'automne dernier, monsieur l'Orateur. A notre arrivée là-bas, la température était excessivement humide; toutes les assemblées avaient été remises à plus tard à cause de l'état impraticable des routes. A Wadena, nous nous sommes réunis dans une salle d'hôtel dans laquelle se trouvait un radio et nous avons passé notre temps à écouter un discours du premier ministre, prononcé à Winnipeg. On ne se demandait pas si ses paroles nous étaient fidèlement rapportées; nous étions heureux de l'entendre et nous étions presque convaincus, contre notre propre opinion, que le premier ministre avait trouvé le remède,—vendre un boisseau de blé à un dollar au lieu d'en vendre deux à 50 cents. Si la chose était aussi simple que cela, comme ce serait beau! Mais il se présentait une ou deux difficultés. Il fallait d'abord savoir qui allait nous donner un dollar. Et cette affirmation du premier ministre donna lieu à toutes sortes de bévues et d'erreurs au point de vue économique, sans compter ce défaut si important. M. McFarland n'a jamais pu réussir à vendre son blé à un dollar le boisseau et personne au Canada n'y a réussi, à ce que je sache. Ainsi donc, toute cette affaire n'était qu'un rêve, un bien triste rêve.

Et ensuite,—quelle est l'autre scène de cette pièce? J'ai toujours cru que le premier ministre lui-même n'a jamais placé une bien grande confiance dans cet accord de blé. Il possède à un trop haut degré le sens des affaires pour croire qu'il est possible de faire naître la prospérité en réduisant par des moyens artificiels la production de blé dans le monde entier, en arrêtant le bras du Seigneur et en limitant l'abondance des biens qu'il Lui a plu de répandre dans le monde. Je ne pouvais pas croire qu'un homme aussi bien doué que le premier ministre pût se faire le défenseur d'une telle doctrine, d'un sophisme aussi païen.

[L'hon. M. Motherwell.]

Quand nous nous arrêtons, cependant, à penser à ses conseillers dans toute cette affaire, nous ne sommes pas aussi étonnés de son erreur. Qui donc ont été les conseillers du premier ministre à la conférence internationale sur le blé, et aussi avant? Les trois premiers ministres des provinces des Prairies. M. Bracken, à l'est, M. Anderson, au centre, et M. Brownlee, à l'ouest. Il y avait aussi l'honorable M. MacPherson, procureur général très aimable et très habile de la Saskatchewan, qui a accompagné le premier ministre dans son voyage outre-mer. Il faut ajouter un autre compagnon, connu sous le nom familier d'Andy Cairns. C'était un statisticien. Voilà ceux que le premier ministre a consultés au sujet du grand problème que pose la réglementation du marché international pour la vente du blé en restreignant la production de cette denrée à la quantité nécessaire pour la consommation dans le monde entier.

M. Bracken exposa aussi bien que possible sa thèse en faveur d'un accord international. C'est le seul premier ministre cultivateur que je connaisse au Canada,—je n'ai pas même ces renseignements sous les yeux, car je ne savais pas que je parlerais sur cette question aujourd'hui. Je l'ai suivi avec beaucoup d'intérêt, surtout parce que M. Bracken a déjà été attaché à mon département quand j'étais ministre à Regina. Je le connaissais très bien; je savais qu'il était bien renseigné et son opinion me laissait toujours une assez forte impression. J'ai étudié à fond la question pour voir où il faisait fausse route, si toutefois il se trompait, et pour me demander, au cas où il aurait eu raison, s'il n'était pas temps pour moi de revenir dans le droit chemin et de tâcher d'accepter cette nouvelle théorie de restreindre notre abondance dans le but d'avancer dans la voie de la prospérité. Quelqu'un a dit tout à l'heure, et je veux le rappeler en passant, que celui qui pourrait faire pousser deux brins d'herbe là où il n'en poussait qu'un, était le sauveur attendu, mais il semble que l'on doive dire maintenant que celui qui pourrait n'en faire pousser qu'un là où il en poussait deux est un bon Irlandais.

Cette dernière attitude fut celle du premier ministre. Eh bien, je n'ai pas une grande confiance dans cette manière d'agir. C'est une nouvelle doctrine et je ne puis me résigner à l'accepter. Quoi qu'il en soit, M. Bracken s'en est fait le défenseur, M. Cairns l'a suggéré; je comprends que c'est lui qui a dirigé M. Bracken dans cette fausse voie. M. Cairns jongle avec les chiffres; il fut le conseiller du syndicat en 1929 en qualité de statisticien, mais ce n'est pas un économiste en agriculture, car c'est un sujet qu'il ne connaît pas du tout. Mais il sait faire danser les chiffres